

# Crise communautaire : pays paralysé, population appauvrie

Il est temps de rétablir le pouvoir d'achat !

**La crise politique dans notre pays n'est pas un hasard.** Elle est le résultat de plus de 20 ans d'économies sur le dos des travailleurs et de leurs familles. Aujourd'hui, aucun parti n'arrive plus à réconcilier toutes les couches de la société au nom de l'« intérêt général ». Les politiciens se chamaillent sur les moyens de mettre les régions en concurrence afin d'abaisser au maximum nos salaires, nos allocations et les impôts sur les sociétés.

Malgré 19 ans de participation au gouvernement des partis soi-disant socialistes, le pouvoir d'achat des travailleurs, des chômeurs, des invalides et des pensionnés a diminué à cause des manipulations de l'index et de la faiblesse des augmentations des allocations. Les patrons comparent nos salaires avec ceux de nos collègues d'Europe de l'Est et d'Asie mais, eux, ils comparent les leurs avec ceux des grands patrons américains !

## Le Comité pour une Autre Politique veut un changement total.

### Nous soutenons les revendications des syndicats :

- une sécurité sociale fédérale et forte
- un meilleur pouvoir d'achat
- une fiscalité plus équilibrée.

### Nous nous opposons :

- à la diminution du nombre de fonctionnaires
- à la libéralisation et la privatisation des services publics
- à l'appel aux capitaux privés dans le secteur public (par exemple dans le logement social et les bâtiments scolaires)
- aux atteintes continues aux contrats de travail et à l'accroissement de la flexibilité et du travail intérimaire.

### Nous sommes pour :

- le rétablissement complet de l'index
- la liaison des allocations au bien-être.

Nous disons aussi qu'il faut arrêter les attaques que les patrons et les gouvernements mènent contre le droit de grève au moyen des requêtes unilatérales et des astreintes et en voulant instaurer un soi-disant service minimum.

## Il faut un plan d'action pour un changement total

Pour populariser ces revendications, une campagne large est nécessaire. Les syndicats ne doivent pas considérer la manifestation du 15 décembre comme un point final : elle doit être le départ d'une plus grande mobilisation. Il faut construire un mouvement par des réunions régionales interprofessionnelles, des assemblées sur les lieux de travail et par secteurs et par régions.



## Le CAP plaide pour un nouveau parti des travailleurs

Les patrons ont leurs instruments de propagande, nous avons besoin du nôtre. Les syndicats restent la seule garantie contre le démantèlement des salaires et de la sécurité sociale. Ils sont les seules forces organisées qui s'opposent encore au transfert massif de richesses des pauvres vers les riches. En cette période de mondialisation, le monde est dominé par les multinationales. Elles font et défont les gouvernements et déterminent la politique économique, écologique et sociale. Il ne suffit donc plus de lutter au niveau d'une entreprise ou même d'un secteur. Plus que jamais, la solidarité est nécessaire, mais la législation du travail et les grandes orientations économiques sont fixées par des lois au niveau politique. C'est pourquoi un syndicat ne peut pas faire la politique de l'autruche et prétendre ne pas faire de politique.

Au contraire, nous avons besoin d'un prolongement politique pour défendre nos intérêts. Le PS et les Ecolos ont plusieurs fois prouvé qu'ils ne proposent pas une politique fondamentalement différente de celle des autres partis néolibéraux. Pourtant les syndicats se tournent encore vers les partis traditionnels avec leurs revendications. Les directions syndicales demandent qu'un gouvernement soit formé le plus vite possible. Mais pour quoi faire ? Quel parti écoute encore nos revendications syndicales ? Et si ces partis ont si peu entendu nos revendications ces vingt dernières années, pourquoi le feraient-ils maintenant ?

**C'est pourquoi le CAP invite tous les courants de gauche, les délégations syndicales et les militants à débattre ensemble et avec nous comment les travailleurs et leurs familles peuvent construire un nouveau politique pour les représenter**

**CONTACTEZ-NOUS:**  
info@autrepolitique.be  
0476 67 26 05

**autrepolitique.be**



**COMITE AUTRE POLITIQUE**